

# Fin du charbon en 2022 : quels enjeux à Emile-Huchet ?

Le ministre de la Transition écologique, François de Rugy, et sa secrétaire d'État, Emmanuelle Wargon, étaient ce 31 octobre à la centrale Huchet de Saint-Avold. Des intérêts divers s'expriment... mais peuvent-ils converger ?

La visite – annoncée la veille – a été menée au pas de charge, mais aura tout de même duré près de 4 h.

Ce mercredi 31 octobre, François de Rugy, le ministre en charge de la Transition écologique et solidaire et sa secrétaire d'État Emmanuelle Wargon, étaient à la centrale Emile-Huchet à Saint-Avold.

Les intérêts pour les différents protagonistes étaient variés.

## ■ L'enjeu des responsables de l'usine : montrer ses performances.

Luc Poyer, le président d'Uniper France l'a martelé tout du long : la centrale Emile-Huchet se porte bien, spécialement les deux dernières tranches (7 et 8 qui fonctionnent au gaz). Elles sont même les plus performantes du groupe.

Avec Thomas Amery, le directeur du site, ils ont expliqué le fonctionnement particulier de cette centrale, qui détermine la veille avec quel combustible elle va tourner. Gaz ou charbon ? C'est selon les prix du marché.

« À ce titre, 2017 a été une année record. Les tranches gaz ont fonctionné durant 7 000 heures.

Pour la première fois, on a davantage tourné au gaz qu'au charbon. »

## ■ L'enjeu des salariés : défendre l'option du gaz.

Ils ont compris que la fermeture de la tranche 6 (à charbon) en 2022 était « gravée dans le marbre », selon les termes de Jean-Pierre Damm, délégué syndical pour FO.

Dorénavant, ils veulent savoir ce que représente concrètement « l'accompagnement » promis par le gouvernement. Il est question de réunions pour « poser sur la table toutes les possibilités ». Les salariés, eux, semblent avoir déjà une idée claire en tête : développer l'exploitation du gaz. Ils rappellent qu'à la base, ce ne sont pas deux tranches de l'usine qui devaient l'exploiter mais quatre.

« Mais le ministre a été clair sur la question : il n'y aura pas de nouvelles installations gaz dans la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), regrette Jean-Pierre Damm. Du gaz de houille se trouve juste sous nos pieds, on a la possibilité de le faire sortir... ou alors, qu'on nous prouve les impossibilités de l'opération ! »

François de Rugy a souligné que l'objectif gouvernemental était de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>... donc charbon et gaz, c'est un peu le même problème.

## ■ L'enjeu des représentants de l'État : se montrer présents sans en dire trop.

François de Rugy l'a répété plusieurs fois : il aurait préféré être là dans le cadre d'une inauguration d'usine plutôt qu'une fermeture.

« Mais si on veut n'apparaître qu'au journal des Bonnes nouvelles, il ne faut pas être ministre de l'Écologie. » Il assure aussi que « dans le débat médiatico-politique, les fermetures de centrales à charbon ne font pas vraiment débat, les journalistes considérant que c'est une décision normale, puisque le charbon c'est cher et sale [sic]. » Il estime que de trop nombreuses fois, les fermetures se sont faites sans la moindre visite des responsables politiques. Eux, ils seront venus.

François de Rugy parle d'accompagnement, mais aussi d'« assumer les choix politiques ». Les tranches gaz seront confortées. À leurs côtés, il faudra voir se développer de nouveaux projets. Il cite des exemples d'économie verte (éolien, solaire).

Un salarié le fait réagir : « Pour nous, c'est dans quatre ans, la fermeture ! », sous-entendant que ces projets seront bien plus longs à mettre en place. « C'est pour ça que nous parlons d'accompagnement à l'échelle de l'usine, la région, mais aussi des salariés », répond le ministre en évoquant rapidement des reclassements possibles.

Textes : Marie KOENIG.



Photo T. SANCHIS.

« Cette journée est historique dans le sens où la dernière visite gouvernementale remonte à Jacques Chirac dans les années 1990. »  
Luc Poyer, président d'Uniper France.



Thomas Amery, le directeur de la centrale (au centre de la photo) présente à François de Rugy (à sa droite) le poste de commande du groupe 6. Il précise que cinq personnes y travaillent en permanence, 24 h sur 24, tous les jours de l'année. Photo Thierry SANCHIS.

## Les élus n'étaient pas aux premières loges

Les élus locaux ont été conviés à assister à cette visite ministérielle. De façon non exhaustive, citons la présence des sénateurs François Grosdidier, Jean-Marc Todeschini, de la députée Héliane Zanier, du président de la communauté de communes du Warnêt Jean-Paul Dastillung, des maires de Carling, Porcellette, Valmunster, etc.

### Les élus ont déjà eu l'occasion de s'exprimer

Ceux-ci ont ainsi pu suivre le cortège et s'adresser directement au ministre François de Rugy, mais très brièvement. Ainsi, quand Yahia Tlemsani, adjoint au maire de Saint-Avold, rappelle le difficile passé industriel de la région, le ministre lui répond qu'il se souvient bien d'en avoir déjà parlé lors de « la réunion ». Et quand Jean-Marc Todeschini s'indigne d'avoir été exclu de la rencontre avec les représentants syndicaux (elle s'est en effet déroulée en huis clos, les responsables de la visite évitant la presse et les parlementaires à



La rencontre entre les représentants du gouvernement et les organisations syndicales s'est déroulée à huis clos. Photo Thierry SANCHIS.

sortir) – la réponse – de l'entourage du ministre – est encore la même.

En somme : les élus et responsables locaux ont déjà eu l'occasion de s'exprimer, et ce, lors d'une réunion le 18 octobre dernier. C'est lors de cette dernière que le ministre avait annoncé une venue sur le site de Saint-

Avold... sans la dater dans un premier temps.

Ils n'auront finalement pas tardé à faire le déplacement. Une visite somme toute symbolique. Un point de départ, surtout, aux réunions qui devront rendre concret cet « accompagnement » à la fermeture.

## Un historique en dates... récentes



La centrale Emile-Huchet, à la sortie de Saint-Avold en direction de Carling. Photo Archive DR Soci Fly-Pixel & Marc Przybil

■ 2008. Emile-Huchet cherche déjà à diversifier sa production. À cette époque, un projet portant sur quatre cycles combinés-gaz est étudié. Finalement, seulement deux verront le jour, en 2010 : ce sont les tranches 7 et 8.

■ 2014. La date a été citée plusieurs fois au cours de la visite. C'est celle de la dernière fermeture de tranche (la 5) en date. En effet, les responsables de la centrale Emile-Huchet ont rappelé que la fermeture annoncée de la tranche à charbon n'est qu'un nouvel épisode de ce type sur le site carlingois. Cinq tranches ont déjà été arrêtées (1, 2, 3, 4 et 5).

■ Juillet 2017. Pour la première fois, le gouvernement fixe la date butoir d'arrêt des centrales à charbon : 2022. Les responsables de l'usine s'y attendaient, mais plutôt à l'horizon 2026, 2028.

■ 2022. À cette date, la tranche 6 sera définitivement fermée. L'objectif aujourd'hui est de préparer un futur pour les salariés concernés mais aussi pour la région, qui subit une nouvelle perte de son outil industriel, une énième depuis la fermeture des mines.



Photo Thierry SANCHIS.

## Questions à ?

Marc Cazalet, ancien directeur de la centrale et chargé de mission pour Saint-Avold Synergie.

« On a un investisseur qui met 600 millions d'euros »

Pour vous, l'avenir du site de Carling est clairement le gaz. Pourquoi ?

« Nous avons déjà un investisseur, qui est prêt à mettre 600 millions d'euros dans un nouveau cycle combiné gaz de 800 mégawatts. L'équivalent de ce qui existe déjà sur la plateforme. Sa seule condition est que la possibilité de lancer de nouvelles installations gaz soit inscrite dans le PPE. Or, ça, le ministre le refuse. Il l'a répété encore ce matin : d'accord pour conforter l'existant mais il n'y aura rien de nouveau. »

« Pourquoi, selon vous ? »

« C'est purement de l'affichage politique. On va grossir le trait : la France se veut le champion du monde de l'écologie. Donc on rejette l'idée de construction de toute nouvelle centrale basée sur l'énergie fossile. »

« Ca peut s'entendre, non ? »

« Mais c'est de la pure hypocrisie, oui ! Le ministre a évoqué des solutions vertes, le foisonnement éolien

et compagnie. En réalité, on va installer de nouvelles interconnexions avec les pays limitrophes pour exporter et importer de l'énergie de pointe (quand le pays a besoin d'un apport d'énergie rapide et important sur une courte période, N.D.L.R.).

Résultat : on va payer pour faire venir des autres pays une énergie à base de charbon. »

François de Rugy disait à ce propos que si on attend toujours que les autres fassent quelque chose, personne ne bouge.

« Mais ce n'est pas la question... Le gaz produit 2, 5 fois moins de CO<sub>2</sub> que le charbon. L'idée est d'avoir davantage d'énergie à base gaz en France, plutôt que d'importer la même quantité qu'aujourd'hui en charbon depuis des pays étrangers. Ainsi, quoi qu'il en soit, en créant de nouvelles centrales à gaz, les émissions de CO<sub>2</sub> diminueront si on se reporte à l'échelle européenne ! »



« Je ne suis pas venu comme un Père Noël faire des cadeaux [...] ou pour vous dire qu'une entreprise est là et va tous vous reprendre », a lancé le ministre en direction du personnel après un bref échange avec la presse. Photo Thierry SANCHIS.

90 emplois sont menacés par la fermeture de la tranche 6 (fonctionnant au charbon) de la centrale Emile-Huchet. « Pas du tout !, rétorquent les représentants syndicaux. Là, on parle uniquement des emplois directs. Un chiffre plus exact serait de 250 pour l'ensemble du site, en incluant nos sous-traitants. »